

Association Nationale des Élèves et
Étudiants Bassari (ANEEB)



Fondation Konrad Adenauer
(FKA) Sénégal



«LA PREVENTION DE LA VIOLENCE EN PERIODE ELECTORALE»

Le rôle des organisations estudiantines

SEMINAIRE à DAKAR, le 14 JUILLET 2017

Rapport général de Valery Kaly Bonang

Programme

Vendredi 14 juillet

09h Mise en place des invités

09h 30 Cérémonie d'ouverture

10h00 Conférence

Thème 1: *«La violence en période électorale: manifestations et conséquences au Campus universitaire et ailleurs»*,
Par Paulin Yera BINDIA

10h30 Pause-café

11h00 **Thème 2:** *«La culture démocratique comme réponse à la violence en période électorale»*, Par Jean Marc Tama BINDIA

11h30 Débats

12h30 Déjeuner

14h00 Sketches sur la violence électorale

14h30 Ateliers : Quel rôle des organisations d'étudiants dans la prévention de la violence dans les processus électoraux au niveau universitaire et dans les localités ? Elaboration de solutions.

16h00 Remontée des ateliers, débats

17h00 Recommandations, engagements et remise des attestations

17h30 Cérémonie de clôture

18h00 Cocktail

INTRODUCTION

Dans le cadre du partenariat entre la Fondation Konrad Adenauer et l'Association Nationale des Elèves et Etudiants Bassari (ANEEB), un séminaire de formation a été co-organisé ce vendredi 14 juillet dans les locaux de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) sous le thème « **La prévention de la violence en période électorale : Le rôle des organisations estudiantines** ».

Les participants majoritairement des membres de l'Association des Elèves et Etudiants Bassari issus des différentes antennes de Dakar, Kédougou, Salémata, Tambacounda, Mbour et autres localités de l'intérieur du Sénégal avaient massivement répondu présent. Il faut noter que plusieurs associations estudiantines de la région de Kédougou telles que l'Association des Elèves et Etudiants Ressortissants de la région Kédougou (AEERK) représentée par son Président Jean Noel Bindia et quelques membres de son staff, l'Association des Elèves et Etudiants de Salémata, de Bandafassy et l'Association des Elèves et Etudiants Bedik étaient au rendez-vous ainsi que les sympathisants de l'ANEEB (voir liste de présence).

Au menu, deux thèmes se rapportant au thème principal ont fait l'objet d'étude, débats et ateliers en vue d'une conscientisation effective aux jeunes pour des élections apaisées. Ce rapport est élaboré dans le but de faire le point sur tous les points saillants qui ont été développés durant cette journée de réflexion et de partage.

JUSTIFICATION ET OBJECTIFS

L'organisation de ce séminaire résulte d'un constat général du fait qu'en Afrique et particulièrement au Sénégal les élections, quel que soit leur nature, enregistrent de la violence sous toutes ses formes telles que la violence verbale, physique, psychologique, structurelle... Actualité oblige quand on sait que les Sénégalaises et Sénégalais s'apprêtent à se rendre aux urnes pour renouveler la représentation parlementaire. Bien souvent les jeunes sont manipulés par les politiciens malveillants pour générer de la violence dans le but de tacler ou affaiblir un adversaire politique enfin de se faire élire.

C'est dans ce cadre et surtout du manque du fair-play démocratique existant que la Fondation Konrad Adenauer et l'Association des Elèves et Etudiants Bassari entendent conscientiser les jeunes pour prévenir la violence et oeuvrer pour des élections libres, transparentes et démocratiques sachant qu'ils sont la cible des hommes politiques pour la génération de la violence en période électorale.

Ce séminaire avait pour objectif principal de conscientiser les jeunes sur les enjeux politiques en période électorale comme la violence dont ils sont les principales victimes ou sont les auteurs. Par le biais de cette rencontre, il s'agissait d'outiller les participants enfin qu'ils soient les ambassadeurs de paix au sein de leurs communautés respectives.

CEREMONIE D'OUVERTURE

C'est au Président de l'ANEEB en occurrence Monsieur Jérémy Indéga Bindia qu'est revenue la tâche d'ouvrir le séminaire en remerciant d'abord la FKA Représentée par Madame Ute Bocandé, conseillère scientifique et chargée de programmes pour le riche partenariat qui existe entre les deux structures. Monsieur Bindia a également souhaité la bienvenue aux participants venus nombreux partager cette journée de réflexion centrée sur le thème principal, à savoir « **La prévention de la violence en période électorale** ». Egalement il a remercié les conférenciers et les membres du bureau de l'ANEEB qui ont eu à consacrer leur temps pour la réussite de cet évènement majeur surtout en cette période de campagne électorale pour les législatives 2017.

Ensuite c'est à Madame Ute Bocandé de souhaiter la bienvenue aux participants au nom du Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer absent du terroir. Elle est également revenue sur la présentation de la dite fondation à l'endroit de ceux qui ne la connaissent pas. En effet la fondation Konrad Adenauer est une fondation à caractère politique allemande proche de la CDU, parti de l'actuelle Chancelière Allemande Angela Merkel. Elle a divers programmes de formation politique et civique qui apportent une contribution propre à la construction et promotion de la démocratie, de l'économie sociale de marché. Elle est présente au Sénégal depuis 1976 où elle est active pour un programme de promotion de la décentralisation politique, la coopération avec le Conseil National du Patronat du Sénégal, le renforcement des organisations sociales et d'une économie de marché ainsi que la coopération avec les groupes de la société civile et des associations de journalistes. Une autre priorité sont des programmes de dialogue interculturel et interreligieux.

Après cette brève présentation de la FKA, c'était au Modérateur Monsieur Valéry Bonang de présenter le programme d'activités qui avait réuni les participants. M. Bonang a également présenté les conférenciers ainsi que les thèmes de recherche pour chaque intervenant. Comme premier intervenant il s'agissait de Monsieur Paulin Yéra Bindia, étudiant en Master 2 en Littérature Britannique à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) et ex boursier de la Fondation Konrad Adenauer. Son travail reposait sur le thème suivant « **La violence en période électorale dans le campus universitaire et ailleurs** » puis comme second intervenant l'assistance a bénéficié des enseignements de Monsieur Jean Marc Bindia, étudiant en deuxième année de philosophie à l'UCAD et en formation « produit » au PCCI-Dakar qui a lui aussi travaillé sur le thème suivant « **La culture démocratique comme réponse à la violence en période électorale** ».

DEROULEMENT

C'est dans le calme et la tranquillité que les participants ont eu à bénéficier des enseignements des deux intervenants. En amont Monsieur Paulin Yéra Bindia a entamé son étude par faire d'abord une définition très claire des types de violence qui surviennent lors d'une élection. Il a signalé que la violence peut survenir par cascade c'est-à-dire en période de campagne, pendant le scrutin et lors de la proclamation des résultats du scrutin en y donnant des exemples précis sur les différents points

développés.

On pouvait nettement entrevoir la violence symbolique ou verbale caractérisée par l'expression de propos indécents ou injurieux adressés à des adversaires pour leur intimider, la violence psychologique caractérisée par l'installation de la peur chez les acteurs concernés (électeurs, militants politiques, forces de sécurité, responsables électoraux...), la violence physique comme son nom l'indique porte atteinte directement sur les personnes pendant l'exercice d'activités électorales. Le conférencier a aussi évoqué la violence structurelle qui est la manipulation ou la création d'institutions nationales pour limiter les droits civiques d'une personne à accéder à des instances de décisions ou pour réconforter la légitimité d'une personnalité politique qui veut faire un forcing politique quand les textes de la constitution ne lui permettent pas d'agir en sa faveur.

Pour le panéliste le Sénégal peut se féliciter du fait qu'il a enregistré des violences moins violentes si l'on se compare à d'autres pays de la sous-région ou de l'Afrique centrale. Mais il faut noter que le Sénégal doit toujours aller à l'école de la démocratie pour apprendre les bonnes pratiques du jeu démocratique. M. Bindia n'a pas manqué de donner des exemples parlants sur les types violences survenues lors des élections qui ont eu lieu au Sénégal et ailleurs ainsi que des exemples sur les conséquences socioéconomiques de la violence électorale à savoir la perte de vies humaines, la destruction des infrastructures et biens matériels de l'Etat et des privés, le déplacement des personnes, la baisse du taux de participation provoquée par l'instabilité politique, la guerre ethnique ou civile... Il conclura son intervention en donnant des recommandations aux jeunes en ayant la conscience tranquille devant les arnaqueurs politiques et d'être très vigilant devant les tentations de corruption par l'argent que leur tendent ces derniers.

Après cette intervention le modérateur a fait un ramassage des grands traits de l'intervention du premier panéliste pour ensuite donner le micro à Monsieur Jean Marc Tama Bindia en tant que second panéliste qui a enchaîné avec son travail sur **« La culture démocratique comme réponse à la violence en période électorale »**. Ce pensionnaire de la Faculté de Philosophie de l'UCAD a revisité les notions de démocratie et de fair-play dans le jeu politique tout en rappelant à l'auditoire l'avènement de la culture démocratique au Sénégal notamment avec l'arrivée de l'aide publique de développement qui incluait les notions de bonne gouvernance et de transparence en 1990.

C'est dans ce sens qu'il a eu à revisiter la fameuse phrase du Président Américain Abraham Lincoln « Un bulletin de vote est plus fort qu'une balle de fusil » une manière de dire que le vote est une base pour la démocratie participative. Ensuite les notions de démocratie ont fait l'objet de débats pour ce qui est de la culture de la démocratie moderne lorsqu'elle est directe, les citoyens réunis en assemblée, exercent directement leur pouvoir en prenant, par exemple, des décisions à main levée ou lorsque la démocratie est représentative, les citoyens choisissent des représentants pour exercer le pouvoir en leur nom. Les deux formes constituent les fondements d'une démocratie pleine. Ainsi des solutions ont été formulées préventives par le panéliste à savoir :

- Le dialogue permanent et inclusif entre les acteurs politiques.
- La formation des candidats sur les enjeux des élections et même des militants ou même des électeurs.
- L'implication sincère de nos leaders religieux, les confréries et l'église.
- Un pacte de non-agression entre classes politiques.

Monsieur Jean Marc Tama Bindia a également proposé des mesures pour une culture de la démocratie lors des élections dont on peut citer quelques-unes.

- Le vaincu doit accepter sa défaite avec le fair-play démocratique
- Les observateurs lors des élections ne doivent pas être des personnes venant de l'Etat ni de l'opposition pour garantir la sécurité et surtout des élections transparentes qui doivent être libres démocratiques et indépendantes
- Respecter les forces de défense et de sécurité qui veillent sur le bon déroulement des élections
- La formation, l'information des militants, et surtout une éducation de base à la jeunesse sur les tenants et les aboutissants de la culture démocratique
- Il faut privilégier le dialogue, créer des cadres de concertation
- Développer la culture de la non-violence en privilégiant des méthodes pacifiques sans porter atteintes à l'honneur ou à la considération d'autrui.
-

DEBATS ET ATELIERS

Après les interventions des deux panélistes c'était le tour des débats autour des deux thèmes. Les participants ont eu à droit à la parole en posant des questions aux panélistes qui ont su répondre à leurs inquiétudes avec satisfaction. Ainsi des contributions ont été faites pour enrichir les thèmes développés.

Dans les débats la question récurrente tournait autour de la légitimation de la violence. Les panélistes ont placé la réponse sur la violence de l'Etat comme légitime si des troubles peuvent engendrer des troubles majeurs, dans le but d'éviter le pire.

Beaucoup ont dénoncé les manipulations des jeunes au niveau des campus universitaires par les hommes politiques qui profitent des conditions de vie pénibles des étudiants. Ces politiciens achètent la conscience des étudiants par des billets de banque ou de fausses promesses. Ces derniers ignorent le plus souvent le programme de ces hommes politiques et leur défendent aveuglément.

Les relances terminées, c'était le moment d'aller partager un repas amical offert par les organisateurs d'où le « consommer local » était le secret de la marmite qui a rassasié les participants.

L'après-midi fut consacré aux ateliers autour du thème suivant « Quel rôle des organisations estudiantines dans la prévention de la violence dans les processus électoraux au niveau universitaire et dans les localités . TAF/ Elaboration de solutions. » Pour une diversité des solutions et recommandations, la stratégie consistait à scinder les participants en 4 groupes dont chaque groupe avait un rapporteur pour la remontée des résolutions et recommandations.

RECOMMANDATIONS ET EVALUATION

Pour des élections apaisées et transparentes, les participants ont retenu les recommandations suivantes suite aux remontées des ateliers (résumé) :

- ❖ Décentraliser les débats sur la non-violence en période électorale dans les campus universitaires
- ❖ Aider les parents non instruits et leur faire comprendre le programme prévu pour chaque candidat aux élections, les idéologies et surtout utiliser les langues nationales ou locales pour une bonne compréhension
- ❖ Prôner la culture démocratique
- ❖ Ne pas afficher l'appartenance politique au sein des amicales estudiantines
- ❖ Sensibiliser les populations sur les enjeux électoraux à la base
- ❖ Combattre la corruption par le biais de la conscientisation et l'éducation à la vie citoyenne
- ❖ Mener un dialogue permanent entre autorités et jeunes
- ❖ Promouvoir le fair-play démocratique
- ❖ Organiser des séminaires de formation et de sensibilisation en permanence sur les enjeux électoraux dans les localités, les campus et faire le porte à porte...etc.

Une fiche d'évaluation a été remise à chaque participant pour évaluer le séminaire (voir les fiches remplies). D'un point de vue général nous pouvons affirmer que cette rencontre a été un succès si l'on tient compte du niveau de participation et de concentration des séminaristes dans les débats et ateliers. Les intervenants étaient à la hauteur avec une bonne maîtrise des thèmes développés.

CONCLUSION

En conclusion le séminaire sur « la prévention de la violence en période électorale » a servi aux participants de se doter d'outils très efficaces pour la promotion de la culture démocratique, de paix et fair-play dans le processus électoral quand on sait que les jeunes étudiants sont le plus souvent les cibles pour générer des violences sous toutes ses formes. Après la journée de réflexion, il s'agit maintenant pour les participants de multiplier les enseignements reçus durant cette journée de réflexion, de les partager et surtout de les mettre en pratique.

Les deux partenaires à savoir la FKA et l'ANEEDB peuvent se féliciter de la réussite de cet événement tout en gardant l'espoir qu'il porte des fruits pour des élections apaisées, libres et transparentes.

Introduction

Le processus de choix, de manière démocratique, pour légitimer un dirigeant ou une équipe dirigeante a souvent engendré des violences à travers le monde entier et surtout en Afrique. Plusieurs pays Africains se heurtent à de terribles difficultés de faire usage des règles démocratiques pour mener à bien leurs élections. A en croire que l'Afrique est encore un élève qui accuse beaucoup de retard pour comprendre la notion et l'utilité de la démocratie ou parce que certains hommes politiques refusent tout simplement de fléchir à ces règles de jeu pour s'approprier ou pour conserver le pouvoir. Ce faisant certains individus font recours à la violence pour prendre le pouvoir ou pour le garder. La violence est le comportement agressif ou brutal exercée par un ou des individus pour contraindre un ou d'autres de faire ou de ne pas faire quelque chose indépendamment de sa volonté. Elle peut être appliquée par l'Etat sur ses propres citoyens en cas de nécessité. C'est d'ailleurs la seule violence légitime selon Marx Weber. La période électorale va du début de la campagne électorale jusqu'à la proclamation des résultats définitifs et la prise de pouvoir du ou des vainqueurs.

La violence électorale peut menacer la sécurité du pays, troubler la cohésion sociale ou même engendrer une guerre civile totale faisant beaucoup de victimes.

Pour une analyse efficace de ce thème, il conviendra de se pencher sur les concepts de la violence en période électorale pour élucider le sens d'abord, ensuite jeter un regard sur ses manifestations pour enfin voir les conséquences.

I. Approche conceptuelle

Le mot '*violence*' trouve ses racines dans le Latin « *violentia* » signifiant l'usage de la force brutale pour contraindre un individu ou groupe d'individus de faire quelque chose. Elle peut être verbale (parole), symbolique (pancarte, affiche, écritures de mot indécent sur les murs etc); physique (affrontement direct, corps à corps, usage d'arme) ; psychologique (manipulation des émotions et des esprits.)

L'auteur de la violence est un ou des individus, ou des agents de l'Etat. L'Etat à son tour aussi peut utiliser la violence dans l'exercice de ses fonctions (c'est d'ailleurs la plus fréquente puisqu'elle est utilisée dans le but d'établir l'ordre ou de protéger les citoyens.) Les gouvernants peuvent faire usage de la violence ou être les victimes et les gouvernés peuvent en être les auteurs et les victimes aussi. La violence a pour synonymes l'agression, la contrainte, le recours à la force, les représailles, la répression et le terrorisme. Cependant, toute utilisation de la force pendant le processus électoral est appelée *violence électorale*. La violence électorale avant le scrutin peut intervenir en cas d'absence de consensus dans la mise en place des règles du jeu électoral, la tentative d'intimidation entre les adversaires politiques. Les violences peuvent aussi survenir au lendemain du scrutin souvent dû aux contestations contre les résultats des élections. Les refus de fléchir aux résultats d'élections à cause des possibles manipulations est une monnaie courante en Afrique. Ce phénomène conduit directement à des tensions vives et même à une guerre civile. Il y a plusieurs types de violence que les auteurs en font usage. Avec quelques exemples illustratifs à l'appui, la typologie de la violence électorale sera analysée.

A. La violence électorale verbale ou symbolique

La violence verbale en période électorale est caractérisée par l'expression de propos indécents des fois injurieux adressés à leurs adversaires pour leur intimider, aux populations pour décrédibiliser leurs adversaires ou à des forces de l'ordre. Le but principal de la violence verbale est de remettre en question la compétence et pour décrédibiliser l'adversaire aux yeux des populations. La violence électorale verbale s'exprime aussi à travers des slogans, des chansons, des pancartes contre le parti adverse ou l'Etat. Plusieurs exemples élucident l'existence de la violence verbale en période

électorale au Sénégal.

- ♥ Pendant le rassemblement du M23, à la veille du scrutin de 2012, pour exprimer leur opposition à la candidature du président sortant Abdoulaye Wade, les jeunes du M23 ont scandé le slogan « *Goorgui déna, Goorgui déna, soulagnouko.* » ce qui veut dire que le vieux, est mort, il n'est plus qu'un cadavre politique et qu'il est déjà enterré.
- ♥ Un acte hautement symbolique vient s'ajouter à ces expressions violentes : Pour exprimer leur opposition à cette candidature aussi, on pouvait observer cinq cercueils brandis par les contestataires lors d'un rassemblement du M23 sur lesquels les noms des cinq membres du conseil Constitutionnel étaient inscrits.
- ♥ Une lettre jugée outrageante fut adressée aux juges constitutionnels par Malick Noël Seck.

B. La violence électorale psychologique

La violence psychologique en période électorale est caractérisée par l'installation de la peur chez les acteurs d'élections (électeurs, militants politiques, forces de sécurité, responsables électoraux etc) ; des groupes de militants politiques violents peuvent proférer des menaces pendant la campagne électorale. Les candidats novices sont les plus vulnérables à cette arme. Pendant les élections présidentielles de 1978, le candidat Wade a connu son baptême de feu. Son convoi de la campagne électorale se vit interdit l'accès à la zone de Loro et celle de Thioubaléle par l'ancien milliardaire Labat Fall. Le convoi força et informa le préfet de l'époque Monsieur Jean Colin pour lui dire que s'il voulait voire des morts le lendemain, il n'avait qu'à empêcher la gendarmerie de venir sur le site. Par conséquent le processus de la campagne est souvent déstabilisé dans un tel cas de figure. Sachant qu'ils sont en danger, les candidats et leurs militants ne peuvent plus travailler comme il se doit. Les jeunes sont retenus à la maison pour les maintenir hors de la zone dangereuse. Le taux de participation de l'électorat peut chuter librement car la plus grande partie des électeurs ne souhaiteront pas mettre leur vie en danger dans la simple raison de choisir un dirigeant. La violence électorale psychologique peut avoir son impact jusqu'à la proclamation des élections. Des élections controversées peinent souvent à trouver une organisation fiable qui proclamera les résultats car la peur est déjà installée dans les cœurs. La violence électorale psychologique est la moins visible mais peut devenir celle qui cause plus de troubles.

C. La violence physique en période

La violence électorale physique est celle qui porte atteinte directement et l'intégrité physique d'un ou de plusieurs individus pendant l'exercice d'activités électorales. Tout individu intégré dans la zone d'activités électorales (candidats aux élections, militants, populations, agents de l'Etat etc), tandis que le ou les auteurs sont souvent des militants politiques agissant contre des adversaires ou des forces de l'ordre. Les violences électorales peuvent subvenir à n'importe quelle période du processus électoral, pouvant causer des dégâts matériels et des victimes humaines. Ce phénomène est monnaie courante en Afrique. Les premières élections présidentielles ont été un véritable baptême de feu pour le Sénégal. Pendant les manifestations pour protester contre l'élimination de l'adversaire de Léopold Sédar Senghor, l'intervention de l'armée avait fait une quarantaine de victimes et plus de 250 blessés.

D. La violence structurelle en période

La violence électorale structurelle est la manipulation ou la création des institutions nationales pour deux raisons principales et majeurs :

Une des raisons peut être pour limiter les droits civiques de certains candidats dans le but de les bouter hors de l'arène politique. Cette technique vise les candidats les plus menaçants. Un exemple pris pendant les premières élections va parfaitement élucider ce cas de figure. Pendant les premières élections présidentielles du Sénégal après son indépendance, il fut exigé aux candidats en lice,

Léopold Sédar Senghor et Lamine Guèye, d'avoir obligatoirement le soutien d'au moins dix députés. Cette règle avait exclu Lamine Guèye et Senghor se retrouva comme le candidat unique. Cette situation fut une source de frustration de certaines populations qui descendirent dans les rues de Dakar. Ces manifestations aboutirent à un drame.

L'autre raison est pour reconforter les droits civiques de l'auteur de cette violence. S'il avait perdu certains droits civiques clés et qu'il veuille par obligation se présenter, il se trouve alors dans l'obligation de mettre la main dans les dispositions institutionnelles. La violence électorale structurelle des présidentielles de 2012 au Sénégal sont une source de lamentations et de violentes manifestations dans la quasi-totalité du pays. Tout a commencé avec le découpage administratif. L'érection d'une nouvelle collectivité a eu pour conséquence l'invalidation des cartes d'électeurs de cette frange de la population concernée. Le président sortant Abdoulaye Wade voulu réécrire la constitution pour introduire le ticket du vice-président et l'admission directe au premier tour du scrutin avec seulement 25% de voix.

II. Les manifestations de violences électorales

Le début du processus électoral est souvent couronné par une vague de violences qui deviennent des fois incontrôlables par les institutions chargés des élections et de la sécurité en cette période électorale. Pendant les campagnes électorales des différentes élections que le Sénégal a organisées depuis son indépendance la violence s'est toujours manifesté d'une manière ou d'une autre bien qu'étant l'un des rares pays africains avancés jusqu'à ce niveau en matière de démocratie. Le Sénégal a connu sa première élection en 1848 pour le choix des députés représentant la colonie à l'Assemblée Nationale Française. Mais le corps électoral fut constitué seulement de Français, des métis, des habitants des îles de Gorée et de Saint-Louis qui pouvaient prouver leur résidence de 5 ans. Le Sénégal jouit ainsi, depuis lors, de 09 scrutins présidentiels et plus de 10 élections législatives.

1. Pendant la veille du scrutin

Au Sénégal en particulier, c'est pendant cette période que les violences font rage dans la quasi-totalité du territoire contrairement à beaucoup de pays Africains où les violences se font sentir après la proclamation des résultats. Les militants de chaque parti politique cherchent toujours à intimider par tous les moyens possibles. Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2000 à Saint Louis, le siège du PDS a été saccagé, des attaques de convois ont été notées à Kaolack et à Kédougou. A Maka khonou, les populations s'attaquèrent aux responsables du PS qui s'y étaient investis pour la campagne faisant 04 blessés, le matériel de sonorisation et les voitures furent saccagés. A Dakar précisément à Rufisque, les maisons des députés Maire furent détruites, les manifestants étaient si furieux que même la police jugea nécessaire de ne pas y intervenir. Des coups de feu furent entendus. A Kaolack dans les localités de Médina Sabakh et Ndoffane les convois du PS et du PDS s'affrontèrent et on assista à la destruction de véhicules et à un échange de jets de pierres faisant des blessés. La campagne électorale des élections présidentielles de 2007 fut couronnée par une rude altercation entre les militants de REWMI de Idrissa Seck et ceux de la coalition SOPI soutenant le candidat Abdoulaye Wade. L'opposition fut regroupée autour de la coalition BENNO SIGGIL SENEGAL pendant les élections locales de 2007 où il y eut une recrudescence de la violence pendant la campagne. Le 03 Mars 2009 aux Parcelles Assainies, la voiture d'un militant du PS fut détruite et dans la même-journée, un membre de l'alliance JEF JEL est sauvé de justesse, mais vit sa voiture et sa maison brûlées. L'une des pires violences électorales pendant la veille du scrutin fut celle de la veille des élections présidentielles de 2012. La première cause fut le découpage administratif. Une nouvelle collectivité fut érigée et les cartes d'électeurs étaient invalides. L'autre cause majeure fut la candidature controversée du président Abdoulaye Wade car les populations et l'opposition l'avaient jugée invalide à son tour car c'était son troisième mandat. Le président tenta aussi de réformer la constitution pour créer le poste de vice-président et faisant gagner le candidat qui n'atteindrait que 25% de votes au premier tour. Par conséquent, la société civile et l'opposition se rassemblaient régulièrement pour manifester contre cette décision. Ces manifestations ont fait beaucoup de dégâts matériels, de nombreux blessés dont les candidats Youssou Ndour, Cheikh Bamba Dièye, beaucoup d'arrestations et des pertes de vies humaines.

2. Pendant le scrutin

Bien qu'il y a toujours de l'électricité dans l'air pendant le scrutin, la violence n'est pas monnaie courante pendant cette étape du processus électoral même si l'on peut noter quelques incidents. Ainsi trois incidents ont été notés à Tambacounda. On peut noter ainsi à Saint Louis où un incident s'est fait signaler. Dans cette région où beaucoup de ministres militants du PDS résident, une prolongation de temps de vote a été autorisée par le ministre de la justice de l'époque monsieur Cheikh Tidiane Sy. Cette situation avait abouti à l'agression du mandataire d'Idrissa Seck.

3. Après le scrutin

La proclamation des résultats est la période électorale qui connaît les plus grands moments de tensions, de violence faisant des dégâts matériels inestimables, souvent conduisant à des guerres civiles avec des lourdes conséquences. C'est face à cette situation dramatique qu'Ismaila Madior Fall affirme que la plus part des conflits en Afrique de l'ouest trouvent leur origine dans les élections qui sont un facteur de conflits.

- Le 26 Novembre, la Garde républicaine en RDC a tiré sur les civiles faisant 12 victimes.
- En Côte D'Ivoire, le président Laurent Gbagbo accusait la commission électorale des élections présidentielles de Novembre 2011, de jouer en faveur de son adversaire Alassane Ouattara en donnant des faux résultats. Il refuse ensuite de céder le pouvoir, car le reconnaissant pas sa défaite. Ce désaccord a valu 06 mois de violence au pays faisant plus de 3000 victimes. Gbagbo et quelques-uns de ses partisans sont arrêtés alors que les combattants pro Ouattara jouissent encore de la liberté.
- Les élections d'Avril 2011 au Nigéria sont jugées comme les plus équitables de toute l'histoire du pays. Néanmoins, au moins 165 personnes ont été tuées pendant la campagne électorale. Des émeutes interconfessionnelles ont déclenché faisant plus de 800 morts dans les tueries.

III. Les conséquences de la violence en période électorale

Si la nécessité d'organiser des élections pour choisir un dirigeant trouve sa raison principale sur le fait d'éviter les conflits, les conséquences qui découlent des violences en périodes électorales sont malheureusement déplorables aujourd'hui dans les pays Africains. Quand la violence échappe au contrôle des forces de sécurité et qu'elle devient une affaire de tout le pays pour des raisons électorales, le but officiellement visé est raté. Mais les conséquences de la violence exercée par l'Etat pendant la période électorale qui est officiellement de protéger les populations, de châtier les causeurs de trouble, sont à saluer. Malheureusement, la violence des concurrents politiques sur le plan social, économique et politique acquièrent des conséquences qui font regretter même l'organisation de ces élections.

a. Les conséquences sociales

Les conséquences sociales des violences en périodes électorales sont souvent caractérisées par des pertes de vies humaines, le déplacement des populations et le gonflement des camps de réfugiés au point d'échapper à la maîtrise et au contrôle du pays hôte ; la dégradation de la cohésion sociale etc. A chaque fois que la question d'élections est évoquée dans certains pays, le spectre de la violence hante les populations au point que les idéologies des candidats respectifs ne deviennent même pas le sujet du débat. Dans les pays où les conflits ethniques ne meurent jamais mais ne font que dormir pendant un laps de temps, ils sont réveillés pendant les violences en périodes électorales. C'est en ces termes que les sages de l'UA ont pu constaté que les élections deviennent un facteur de nettoyage ethnique en Afrique. Pendant la dernière élection présidentielle en Guinée en 2010, le conflit ethnique n'était pas loin d'embraser le pays d'autant que les discours ethnocentriques entre les Malinké ayant comme candidat Alpha Condé et les Peulh Cellou Dalein Diallo résonnaient

régulièrement dans les oreilles.

b. Les conséquences socio-économiques

Les violences en périodes électorales ont toujours eu des conséquences socio-économiques dû à la destruction des biens matériels pendant les manifestations, les tensions pendant les élections ; la marginalisation de certaines localités où les candidats gagnants ont perdu la majorité du vote ; au découragement des bailleurs de fonds, à la détérioration de certains partenariats économiques à travers le monde. On peut noter la destruction de biens immobiliers appartenant à des particuliers, à des partis politiques ou même à l'Etat. Beaucoup d'activités économiques sont arrêtées pendant le déroulement des violences électorales. Lors des élections législatives en Guinée en Septembre 2013, trente véhicules ont été saccagés, les boutiques ou commerces appartenant à des militants de partis adverses ont été détruits, et d'autres boutiques ont été fermées pendant la journée du 28 Septembre 2013. A noter aussi que les commerçants du grand marché Sandaga de Dakar arrêtaient leurs activités économiques à chaque fois que le M23 manifestait aux environs du marché. Cependant les pertes économiques ne seront même pas à mesure d'être évaluées avec des données précises.

c. Les conséquences socio-politiques

Les violences en périodes électorales font face aussi à de terribles conséquences politiques en Afrique. Quand les contestations conduisent à une véritable guerre civile, une rébellion peut naître et plonger le gouvernement en place dans une vague d'inquiétude, de crainte et de sérieux troubles au sommet de l'Etat.

Beaucoup de conflits trouvant leurs racines dans des élections conduisent à la fermeture des ambassades, des consulats etc. Les relations diplomatiques entre le pays en question et les autres sont coupées. En Afrique, les perdants d'une élection peinent à trouver l'appui financier de l'Etat. Certaines communautés, ethnies, ou partis politiques sont marginalisés dans certains traitements financiers, judiciaires et même infrastructurelles.

Conclusion

Le taux de participation des électeurs dépend en grande partie de la stabilité de tout le processus électoral. Si la violence non légitime s'invite dans une seule étape de ce processus, elle impactera toutes données électorales sachant que beaucoup de citoyens auront manqué de remplir le devoir de vote. C'est en ce sens que la violence devient indésirable en période électorale car elle contraint le peuple d'exprimer librement sa volonté en ce qui concerne le partage du pouvoir qui influera sûrement le partage des ressources.

Comme il est retracer plus haut, il se trouve que la violence légitime devient nécessaire comme sa mission est de défendre les populations, leur protéger et de maintenir la sécurité et la stabilité du climat social.

Mais, cette force est pour beaucoup d'Etats Africains une arme utilisée par le parti au pouvoir pour des fins personnels à savoir la lutte contre le peuple pour conserver le pouvoir de force. C'est en ce sens que le groupe des sages de l'Union Africaine s'est réuni et a pu élaborer des mécanismes et des modalités permettant d'organiser des élections dans la sincérité et la confiance pour éviter de toujours aboutir à des élections contestées. Ce faisant il est souhaitable que les grands hommes politiques des pays africains se penchent sur ce rapport pour avancer vers la démocratie.

Paulin Yéra Bindia : Violence en périodes électorales

Introduction

Le processus de choix, de manière démocratique, pour légitimer un dirigeant ou une équipe dirigeante a souvent engendré des violences à travers le monde entier et surtout en Afrique. Plusieurs pays Africains se heurtent à de terribles difficultés de faire usage des règles démocratiques pour mener à bien leurs élections. A en croire que l'Afrique est encore un élève qui accuse beaucoup de retard pour comprendre la notion et l'utilité de la démocratie ou parce que certains hommes politiques refusent tout simplement de fléchir à ces règles de jeu pour s'approprier ou pour conserver le pouvoir. Ce faisant certains individus font recours à la violence pour prendre le pouvoir ou pour le garder. La violence est le comportement agressif ou brutal exercée par un ou des individus pour contraindre un ou d'autres de faire ou de ne pas faire quelque chose indépendamment de sa volonté. Elle peut être appliquée par l'Etat sur ses propres citoyens en cas de nécessité. C'est d'ailleurs la seule violence légitime selon Marx Weber. La période électorale va du début de la campagne électorale jusqu'à la proclamation des résultats définitifs et la prise de pouvoir du ou des vainqueurs.

La violence électorale peut menacer la sécurité du pays, troubler la cohésion sociale ou même engendrer une guerre civile totale faisant beaucoup de victimes.

Pour une analyse efficace de ce thème, il conviendra de se pencher sur les concepts de la violence en période électorale pour élucider le sens d'abord, ensuite jeter un regard sur ses manifestations pour enfin voir les conséquences.

IV. Approche conceptuelle

Le mot '*violence*' trouve ses racines dans le Latin « *violentia* » signifiant l'usage de la force brutale pour contraindre un individu ou groupe d'individus de faire quelque chose. Elle peut être verbale (parole), symbolique (pancarte, affiche, écritures de mot indécent sur les murs etc); physique (affrontement direct, corps à corps, usage d'arme) ; psychologique (manipulation des émotions et des esprits.)

L'auteur de la violence est un ou des individus, ou des agents de l'Etat. L'Etat à son tour aussi peut utiliser la violence dans l'exercice de ses fonctions (c'est d'ailleurs la plus fréquente puisqu'elle est utilisée dans le but d'établir l'ordre ou de protéger les citoyens.) Les gouvernants peuvent faire usage de la violence ou être les victimes et les gouvernés peuvent en être les auteurs et les victimes aussi. La violence a pour synonymes l'agression, la contrainte, le recours à la force, les représailles, la répression et le terrorisme. Cependant, toute utilisation de la force pendant le processus électoral est appelée *violence électorale*. La violence électorale avant le scrutin peut intervenir en cas d'absence de consensus dans la mise en place des règles du jeu électoral, la tentative d'intimidation entre les adversaires politiques. Les violences peuvent aussi survenir au lendemain du scrutin souvent dû aux contestations contre les résultats des élections. Les refus de fléchir aux résultats d'élections à cause des possibles manipulations est une monnaie courante en Afrique. Ce phénomène conduit directement à des tensions vives et même à une guerre civile. Il y a plusieurs types de violence que les auteurs en font usage. Avec quelques exemples illustratifs à l'appui, la typologie de la violence électorale sera analysée.

E. La violence électorale verbale ou symbolique

La violence verbale en période électorale est caractérisée par l'expression de propos indécents des fois injurieux adressés à leurs adversaires pour leur intimider, aux populations pour décrédibiliser leurs adversaires ou à des forces de l'ordre. Le but principal de la violence verbale est de remettre en question la compétence et pour décrédibiliser l'adversaire aux yeux des populations. La violence électorale verbale s'exprime aussi à travers des slogans, des chansons, des pancartes contre le parti

adverse ou l'Etat. Plusieurs exemples élucident l'existence de la violence verbale en période électorale au Sénégal.

- ♥ Pendant le rassemblement du M23, à la veille du scrutin de 2012, pour exprimer leur opposition à la candidature du président sortant Abdoulaye Wade, les jeunes du M23 ont scandé le slogan « *Goorgui déna, Goorgui déna, soulagnouko.* » ce qui veut dire que le vieux, est mort, il n'est plus qu'un cadavre politique et qu'il est déjà enterré.
- ♥ Un acte hautement symbolique vient s'ajouter à ces expressions violentes : Pour exprimer leur opposition à cette candidature aussi, on pouvait observer cinq cercueils brandis par les contestataires lors d'un rassemblement du M23 sur lesquels les noms des cinq membres du conseil Constitutionnel étaient inscrits.
- ♥ Une lettre jugée outrageante fut adressée aux juges constitutionnels par Malick Noël Seck.

F. La violence électorale psychologique

La violence psychologique en période électorale est caractérisée par l'installation de la peur chez les acteurs d'élections (électeurs, militants politiques, forces de sécurité, responsables électoraux etc) ; des groupes de militants politiques violents peuvent proférer des menaces pendant la campagne électorale. Les candidats novices sont les plus vulnérables à cette arme. Pendant les élections présidentielles de 1978, le candidat Wade a connu son baptême de feu. Son convoi de la campagne électorale se vit interdit l'accès à la zone de Loro et celle de Thioubaléle par l'ancien milliardaire Labat Fall. Le convoi força et informa le préfet de l'époque Monsieur Jean Colin pour lui dire que s'il voulait voire des morts le lendemain, il n'avait qu'à empêcher la gendarmerie de venir sur le site. Par conséquent le processus de la campagne est souvent déstabilisé dans un tel cas de figure. Sachant qu'ils sont en danger, les candidats et leurs militants ne peuvent plus travailler comme il se doit. Les jeunes sont retenus à la maison pour les maintenir hors de la zone dangereuse. Le taux de participation de l'électorat peut chuter librement car la plus grande partie des électeurs ne souhaiteront pas mettre leur vie en danger dans la simple raison de choisir un dirigeant. La violence électorale psychologique peut avoir son impact jusqu'à la proclamation des élections. Des élections controversées peinent souvent à trouver une organisation fiable qui proclamera les résultats car la peur est déjà installée dans les cœurs. La violence électorale psychologique est la moins visible mais peut devenir celle qui cause plus de troubles.

G. La violence physique en période

La violence électorale physique est celle qui porte atteinte directement et l'intégrité physique d'un ou de plusieurs individus pendant l'exercice d'activités électorales. Tout individu intégré dans la zone d'activités électorales (candidats aux élections, militants, populations, agents de l'Etat etc), tandis que le ou les auteurs sont souvent des militants politiques agissant contre des adversaires ou des forces de l'ordre. Les violences électorales peuvent subvenir à n'importe quelle période du processus électoral, pouvant causer des dégâts matériels et des victimes humaines. Ce phénomène est monnaie courante en Afrique. Les premières élections présidentielles ont été un véritable baptême de feu pour le Sénégal. Pendant les manifestations pour protester contre l'élimination de l'adversaire de Léopold Sédar Senghor, l'intervention de l'armée avait fait une quarantaine de victimes et plus de 250 blessés.

H. La violence structurelle en période

La violence électorale structurelle est la manipulation ou la création des institutions nationales pour deux raisons principales et majeurs :

Une des raisons peut être pour limiter les droits civiques de certains candidats dans le but de les

bouter hors de l'arène politique. Cette technique vise les candidats les plus menaçants. Un exemple pris pendant les premières élections va parfaitement élucider ce cas de figure. Pendant les premières élections présidentielles du Sénégal après son indépendance, il fut exigé aux candidats en lice, Léopold Sédar Senghor et Lamine Guèye, d'avoir obligatoirement le soutien d'au moins dix députés. Cette règle avait exclu Lamine Guèye et Senghor se retrouva comme le candidat unique. Cette situation fut une source de frustration de certaines populations qui descendirent dans les rues de Dakar. Ces manifestations aboutirent à un drame.

L'autre raison est pour reconforter les droits civiques de l'auteur de cette violence. S'il avait perdu certains droits civiques clés et qu'il veuille par obligation se présenter, il se trouve alors dans l'obligation de mettre la main dans les dispositions institutionnelles. La violence électorale structurelle des présidentielles de 2012 au Sénégal sont une source de lamentations et de violentes manifestations dans la quasi-totalité du pays. Tout a commencé avec le découpage administratif. L'érection d'une nouvelle collectivité a eu pour conséquence l'invalidation des cartes d'électeurs de cette frange de la population concernée. Le président sortant Abdoulaye Wade voulu réécrire la constitution pour introduire le ticket du vice-président et l'admission directe au premier tour du scrutin avec seulement 25% de voix.

V. Les manifestations de violences électorales

Le début du processus électoral est souvent couronné par une vague de violences qui deviennent des fois incontrôlables par les institutions chargés des élections et de la sécurité en cette période électorale. Pendant les campagnes électorales des différentes élections que le Sénégal a organisées depuis son indépendance la violence s'est toujours manifesté d'une manière ou d'une autre bien qu'étant l'un des rares pays africains avancés jusqu'à ce niveau en matière de démocratie. Le Sénégal a connu sa première élection en 1848 pour le choix des députés représentant la colonie à l'Assemblée Nationale Française. Mais le corps électoral fut constitué seulement de Français, des métis, des habitants des îles de Gorée et de Saint-Louis qui pouvaient prouver leur résidence de 5 ans. Le Sénégal jouit ainsi, depuis lors, de 09 scrutins présidentiels et plus de 10 élections législatives.

4. Pendant la veille du scrutin

Au Sénégal en particulier, c'est pendant cette période que les violences font rage dans la quasi-totalité du territoire contrairement à beaucoup de pays Africains où les violences se font sentir après la proclamation des résultats. Les militants de chaque parti politique cherchent toujours à intimider par tous les moyens possibles. Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2000 à Saint Louis, le siège du PDS a été saccagé, des attaques de convois ont été notées à Kaolack et à Kédougou. A Maka khonou, les populations s'attaquèrent aux responsables du PS qui s'y étaient investis pour la campagne faisant 04 blessés, le matériel de sonorisation et les voitures furent saccagés. A Dakar précisément à Rufisque, les maisons des députés Maire furent détruites, les manifestants étaient si furieux que même la police jugea nécessaire de ne pas y intervenir. Des coups de feu furent entendus. A Kaolack dans les localités de Médina Sabakh et Ndoffane les convois du PS et du PDS s'affrontèrent et on assista à la destruction de véhicules et à un échange de jets de pierres faisant des blessés. La campagne électorale des élections présidentielles de 2007 fut couronnée par une rude altercation entre les militants de REWMI de Idrissa Seck et ceux de la coalition SOPI soutenant le candidat Abdoulaye Wade. L'opposition fut regroupée autour de la coalition BENNO SIGGIL SENEGAL pendant les élections locales de 2007 où il y eut une recrudescence de la violence pendant la campagne. Le 03 Mars 2009 aux Parcelles Assainies, la voiture d'un militant du PS fut détruite et dans la même-journée, un membre de l'alliance JEF JEL est sauvé de justesse, mais vit sa voiture et sa maison brûlées. L'une des pires violences électorales pendant la veille du scrutin fut celle de la veille des élections présidentielles de 2012. La première cause fut le découpage administratif. Une nouvelle collectivité fut érigée et les cartes d'électeurs étaient invalides. L'autre cause majeure fut la candidature controversée du président Abdoulaye Wade car les populations et l'opposition l'avaient jugée invalide à son tour car c'était son troisième

mandat. Le président tenta aussi de réformer la constitution pour créer le poste de vice-président et faisant gagner le candidat qui n'atteindrait que 25% de votes au premier tour. Par conséquent, la société civile et l'opposition se rassemblaient régulièrement pour manifester contre cette décision. Ces manifestations ont fait beaucoup de dégâts matériels, de nombreux blessés dont les candidats Youssou Ndour, Cheikh Bamba Dièye, beaucoup d'arrestations et des pertes de vies humaines.

5. Pendant le scrutin

Bien qu'il y a toujours de l'électricité dans l'air pendant le scrutin, la violence n'est pas monnaie courante pendant cette étape du processus électoral même si l'on peut noter quelques incidents. Ainsi trois incidents ont été notés à Tambacounda. On peut noter ainsi à Saint Louis où un incident s'est fait signaler. Dans cette région où beaucoup de ministres militants du PDS résident, une prolongation de temps de vote a été autorisée par le ministre de la justice de l'époque monsieur Cheikh Tidiane Sy. Cette situation avait abouti à l'agression du mandataire d'Idrissa Seck.

6. Après le scrutin

La proclamation des résultats est la période électorale qui connaît les plus grands moments de tensions, de violence faisant des dégâts matériels inestimables, souvent conduisant à des guerres civiles avec des lourdes conséquences. C'est face à cette situation dramatique qu'Ismaila Madior Fall affirme que la plus part des conflits en Afrique de l'ouest trouvent leur origine dans les élections qui sont un facteur de conflits.

- Le 26 Novembre, la Garde républicaine en RDC a tiré sur les civiles faisant 12 victimes.
- En Côte D'Ivoire, le président Laurent Gbagbo accusait la commission électorale des élections présidentielles de Novembre 2011, de jouer en faveur de son adversaire Alassane Ouattara en donnant des faux résultats. Il refuse ensuite de céder le pouvoir, car le reconnaissant pas sa défaite. Ce désaccord a valu 06 mois de violence au pays faisant plus de 3000 victimes. Gbagbo et quelques-uns de ses partisans sont arrêtés alors que les combattants pro Ouattara jouissent encore de la liberté.
- Les élections d'Avril 2011 au Nigéria sont jugées comme les plus équitables de toute l'histoire du pays. Néanmoins, au moins 165 personnes ont été tuées pendant la campagne électorale. Des émeutes interconfessionnelles ont déclenché faisant plus de 800 morts dans les tueries.

VI. Les conséquences de la violence en période électorale

Si la nécessité d'organiser des élections pour choisir un dirigeant trouve sa raison principale sur le fait d'éviter les conflits, les conséquences qui découlent des violences en périodes électorales sont malheureusement déplorables aujourd'hui dans les pays Africains. Quand la violence échappe au contrôle des forces de sécurité et qu'elle devient une affaire de tout le pays pour des raisons électorales, le but officiellement visé est raté. Mais les conséquences de la violence exercée par l'Etat pendant la période électorale qui est officiellement de protéger les populations, de châtier les causeurs de trouble, sont à saluer. Malheureusement, la violence des concurrents politiques sur le plan social, économique et politique acquièrent des conséquences qui font regretter même l'organisation de ces élections.

d. Les conséquences sociales

Les conséquences sociales des violences en périodes électorales sont souvent caractérisées par des pertes de vies humaines, le déplacement des populations et le gonflement des camps de réfugiés au point d'échapper à la maîtrise et au contrôle du pays hôte ; la dégradation de la cohésion sociale etc.

A chaque fois que la question d'élections est évoquée dans certains pays, le spectre de la violence hante les populations au point que les idéologies des candidats respectifs ne deviennent même pas le sujet du débat. Dans les pays où les conflits ethniques ne meurent jamais mais ne font que dormir pendant un laps de temps, ils sont réveillés pendant les violences en périodes électorales. C'est en ces termes que les sages de l'UA ont pu constater que les élections deviennent un facteur de nettoyage ethnique en Afrique. Pendant la dernière élection présidentielle en Guinée en 2010, le conflit ethnique n'était pas loin d'embraser le pays d'autant que les discours ethnocentriques entre les Malinké ayant comme candidat Alpha Condé et les Peulh Cellou Dalein Diallo résonnaient régulièrement dans les oreilles.

e. Les conséquences socio-économiques

Les violences en périodes électorales ont toujours eu des conséquences socio-économiques dû à la destruction des biens matériels pendant les manifestations, les tensions pendant les élections ; la marginalisation de certaines localités où les candidats gagnants ont perdu la majorité du vote ; au découragement des bailleurs de fonds, à la détérioration de certains partenariats économiques à travers le monde. On peut noter la destruction de biens immobiliers appartenant à des particuliers, à des partis politiques ou même à l'Etat. Beaucoup d'activités économiques sont arrêtées pendant le déroulement des violences électorales. Lors des élections législatives en Guinée en Septembre 2013, trente véhicules ont été saccagés, les boutiques ou commerces appartenant à des militants de partis adverses ont été détruits, et d'autres boutiques ont été fermées pendant la journée du 28 Septembre 2013. A noter aussi que les commerçants du grand marché Sandaga de Dakar arrêtaient leurs activités économiques à chaque fois que le M23 manifestait aux environs du marché. Cependant les pertes économiques ne seront même pas à mesure d'être évaluées avec des données précises.

f. Les conséquences socio-politiques

Les violences en périodes électorales font face aussi à de terribles conséquences politiques en Afrique. Quand les contestations conduisent à une véritable guerre civile, une rébellion peut naître et plonger le gouvernement en place dans une vague d'inquiétude, de crainte et de sérieux troubles au sommet de l'Etat.

Beaucoup de conflits trouvant leurs racines dans des élections conduisent à la fermeture des ambassades, des consulats etc. Les relations diplomatiques entre le pays en question et les autres sont coupées. En Afrique, les perdants d'une élection peinent à trouver l'appui financier de l'Etat. Certaines communautés, ethnies, ou partis politiques sont marginalisés dans certains traitements financiers, judiciaires et même infrastructurelles.

Conclusion

Le taux de participation des électeurs dépend en grande partie de la stabilité de tout le processus électoral. Si la violence non légitime s'invite dans une seule étape de ce processus, elle impactera toutes données électorales sachant que beaucoup de citoyens auront manqué de remplir le devoir de vote. C'est en ce sens que la violence devient indésirable en période électorale car elle contraint le peuple d'exprimer librement sa volonté en ce qui concerne le partage du pouvoir qui influera sûrement le partage des ressources. Comme il est retracer plus haut, il se trouve que la violence légitime devient nécessaire comme sa mission est de défendre les populations, leur protéger et de maintenir la sécurité et la stabilité du climat social.

Mais, cette force est pour beaucoup d'Etats Africains une arme utilisée par le parti au pouvoir pour des fins personnels à savoir la lutte contre le peuple pour conserver le pouvoir de force. C'est en ce sens que le groupe des sages de l'Union Africaine s'est réuni et a pu élaborer des mécanismes et des modalités permettant d'organiser des élections dans la sincérité et la confiance pour éviter de toujours aboutir à des élections contestées. Ce faisant il est souhaitable que les grands hommes politiques des pays africains se penchent sur ce rapport pour avancer vers la démocratie.

Jean Marc Tama Bindia :

La culture démocratique comme réponse à la violence en période électorale

Introduction

Avant même l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale, le pays était constamment en proie avec l'application de cette notion, qui est la démocratie. Inventé en Grèce, en ces termes : dêmos, peuple, et kratos, pouvoir, autorité. La démocratie est le régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues la naissance, la richesse, la compétence et les formes. Au cours de l'exercice de la démocratie, les tensions se métamorphosent en violence... (Principe d'égalité). Cette notion provoque des débats qui ne laissent personne indifférent sur la es. Il en sera ainsi même après les indépendances et après 1990 qui est une date phare en Afrique : c'était l'année du discours de la Baule en France où le président François Mitterrand avait lié l'aide publique au développement, à la démocratisation. Justement, c'est dans ce contexte électoral que l'on s'est demandé que si la culture démocratique n'étant pas une réponse à violence **(II)**.

Quels sont les objectifs de la culture démocratique comme réponse à la violence en période électorale et quelles sont les limites ? Quelle solution faut-il préconiser pour renforcer la dynamique de la culture démocratique contre le spectre de la violence ?

Face à cette foule de questions, nous envisageons dans un indéniable et inéluctable canevas pédagogique d'examiner les objectifs de la culture démocratique contre les violences. Toutefois, ceux-ci sont parfois émaillés d'un certains nombres de limites **(III)** ; qui n'exclut pas la recherche de solutions pour éviter d'assimiler la culture démocratique à la violence **(IV)**. Mais pour confronter les uns et donner tort aux autres, la logique, l'équité, le pragmatisme nous recommandent au préalable de lever les doutes sur les clarifications conceptuelles des termes du sujet **(I)**.

I. Clarifications conceptuelles

Partant de la maxime : la maîtrise des mots et le début de la sagesse il me revient dès lors, d'éclairer la lanterne de ce public chaud, intelligent et exigeant.

- **La démocratie** : au-delà de sa définition initiale, elle est accueillie par un cortège de définitions. La définition la plus invoquée est celle d'Abraham Lincoln : « la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »

Le Sénégal s'est inspiré de celui qui fut le XVI^e président des Etats Unis et référence absolu du 44^e président des Etats Unis d'Amérique (Barack Obama). Il croyait tellement à l'élection à telle point qu'il a laissée, à la postérité ces deux phrases :

-"Un bulletin de vote est plus fort qu'une balle de fusil."
Abraham Lincoln - 1809-1865 - discours, 1856. Nous voyons donc ici qu'il préfère la démocratie à la violence. Il a aussi dit :

- "On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps."

De même, la démocratie peut être :

Directe : la démocratie est directe lorsque les citoyens, réunis en assemblée, exercent directement leur pouvoir en prenant, par exemple, des décisions à main levée.

Représentative : la démocratie est représentative, lorsque les citoyens choisissent des représentants pour exercer le pouvoir en leur nom.

- **La culture** : ce sont nos habitudes, nos usages, nos US et coutumes notre manière de faire, ou bien notre manière d'être face à une situation bien déterminée. Donc la culture démocratique renvoie à la capacité de comportement que le ou les élus ou les supporters ou les observateurs ou les autorités ou les superviseurs des élections ; comme la CENA (Commission Electorale Nationale Autonomes) et/ou la CNRA (Conseil National de Régulation de l'Audiodivisuel) doivent observer pour éviter de tomber dans la violence.
- **La violence** ; renvoie aux comportements barbares. On peut distinguer plusieurs catégories de violences :

La violence physique : qui se manifeste par des coups de poings, rixes se terminant souvent par une incapacité temporaire de travail ou bien même par la mort, violences sexuelles comme le viol, le harcèlement sexuelles ou agressions sexuelles, exhibitions du corps, violences économiques (corruption), pertes de temps, pertes d'argent.

La violence morale ou verbale : exemple injures publiques, ce qui est formellement interdit par les lois ; lynchage ou lapidation médiatique (le fait de donner des coups au-dessous de la ceinture dans les medias, les radios, internet).

Ces précisions terminologiques étant terminées voyons en (II) quelles sont les objectifs de la culture démocratique contre la non-violence.

II. Les objectifs de la culture démocratique contre la violence

La culture démocratique qui s'acquiert à travers les élections et non à une sélection, le respect du processus électoral **avant pendant et après les élections**. Le fair-play démocratique, le vainqueur félicite le vaincu, la maîtrise de tout cela renforce : la maturité démocratique des électeurs il n'y aura pas de violence ni physique, ni morale une fois que cela est maîtrisé.

- La culture démocratique permet d'éviter les campagnes électorales permanentes mais malheureusement il y a tellement de campagnes électorales déguisées (des campagnes électorales qui commencent avant élections).
- Connaître les enjeux de la démocratie peut permettre de lutter contre tous les facteurs explicatifs de la violence (le racisme, l'ethnisme, le sexisme, ou la discrimination contre les femmes).
- La culture démocratique est une machine qui fabrique un citoyen modèle qui ne défend que les intérêts du pays pour l'intérêt général. Exemple : au Sénégal en 1988, le pays est passé à côté du chaos à cause du manque de culture démocratique. Maitre Wade le chef de l'opposition d'alors a lancé ces militants dans la rue. Mais en 2002 et 2012 la culture de l'élection est entrée dans les cœurs et dans les corps.

Que dire des limites ?

III. Les limites

La culture démocratique même si toutes les précautions sont prises ne débouchent pas parfois sur la non-violence à cause :

- ✓ De l'amateurisme de la classe politique (au Sénégal on a plus deux cent (200) partis politiques).
- ✓ Les conflits d'intérêt et les divergences de point de vue empêchent souvent le gouvernement et les oppositions à s'entendre sur l'essentiel. Au Mali, la grande marche de l'opposition a été marquée par des discours durs contre le gouvernement qui a même renoncé à organiser la marche et surtout le référendum sur une nouvelle constitution le 09 Juillet.
- ✓ Les enjeux de l'élection ont tué le jeu (pour les gens qui pensent que les élections c'est la fin du monde alors que telles n'est pas le cas).
- ✓ Les partis politiques ne forment plus les méritants mais les sympathisants. Ils achètent les consciences et cela ne les met pas à l'abri des pires formes de violences verbales ou physiques et même l'instrumentalisations de la justice pour tuer les carrières politiques. En effet, c'est le cas Talla Sylla agressé par des marteaux imaginaires. Le jeune opposant et leader du mouvement Wallu, avait failli confirmer un rendez-vous avec la mort le 5 octobre 2003, à quelques encablures du restaurant « Le Régat », vers l'avenue Cheikh Anta Diop de Dakar. Ce jour-là, il avait été lâchement agressé par des individus.

Dans les journaux Sénégalais les colonnes sont formées d'attaques personnelles ou d'incitations à la violence. Les débats d'idées et les débats de fond sont amenés aux cimetières. Nos hommes politiques sont des gueulars incroyables et qui aiment la diarrhée verbale. Comme la critique est aisée mais l'art est difficile, examinons donc quelques solutions.

IV. Les Solutions

Pour que la culture démocratique soit synonyme de remède contre la violence, il faut respecter un certain nombre de mesures qui peuvent se répartir en deux : **les solutions préventives et les solutions curatives**. En ce qui concerne les solutions préventives il faut retenir :

- Le dialogue permanent et inclusif entre les acteurs politiques.
- La formation des candidats sur les enjeux des élections et même des militants ou même des électeurs.
- L'implication sincère de nos leaders religieux, les confréries et l'église.
- Un pacte de non-agression entre classes politiques.

De même, la culture démocratique n'est pas une simple donnée acquise, elle passe par l'observation et la lutte pour l'encrage d'un certain nombre de mécanismes capable d'éviter les violences. Il s'agit :

- ✚ De l'organisation période des rites et cérémonies traditionnelles (le système organisationnel du Bassari, peut être une référence).
- ✚ La politique de communion et d'unions à tous les niveaux, qui doit être constamment développé.

L'organisation des « nawetan » doit être développée périodiquement, car c'est aussi le moment des retrouvailles entre la jeunesse et les autres couches de la population. Les acteurs politiques raffolent

les résistances publiques et populaires, des messages de paix, de solidarité, de convivialité et d'expériences inédites, riches et fructueuses peuvent être échangés. Nous devons avoir une culture générale, dense, éloquente et pertinente.

Voici dix (10) mesures à retenir comme réponse à ce spectre de la violence :

- Comprendre que l'élection n'est pas la fin du monde : qu'il faut un vainqueur et un vaincu.
- Le vaincu doit accepter sa défaite avec le fair-play démocratique
- La campagne électorale qui comprend l'organisation, la campagne, les résultats ne doivent pas être entravés de fraude : telle que le bourrage des urnes.
- Les observateurs indépendants ne doivent pas être des personnes venant de l'Etat : il faut des gens qui appartiennent ni à l'Etat ni à l'opposition pour garantir la sécurité et surtout la sincérité des élections qui doivent être libre démocratiques et indépendantes.
- Respecter les forces de défenses et de sécurités qui viennent superviser le respect des élections.
- Certains hommes politiques aussi ne doivent être exubérant, exemple des protestations publiques ou la formations publiques, ou bien des propos qui divise l'unité nationale.
- La formation, l'information des militants, et surtout une éducation de base à la jeunesse sur les tenants et les aboutissants de la culture démocratique.
- Il faut privilégier le dialogue, créer des cadres de concertation
- Développer la culture de la non-violence en privilégiant des méthodes pacifiques sans porté atteintes à l'honneur ou à la considération d'autrui.
- Le recours aux juges doit être l'ultime recours

Conclusion

En définitive, parler de la culture démocratique comme mode de lutte contre la violence Politique est bien possible. Il faut dès lors maîtriser les grands axes de la démocratie, ses objectifs et ses limites. L'exercice de la citoyenneté suppose alors que le citoyen soit suffisamment instruit et informé pour faire des choix dont il mesure pleinement la portée. Une éducation suffisante et accessible à tous, ainsi que l'accès à une presse indépendante et plurielle, sont les conditions pour aller vers plus de démocratie.

Pour conforter le uns, ne faudrait-il pas mettre l'accent sur l'éducation ? Jusqu'à quand et comment éviter la promotion de la médiocrité contre la méritocratie ? Pourquoi ne pas lutter aussi contre la cleptocratie (c'est l'exercice du pouvoir par les voleurs) et la partitocratie (l'exercice du pouvoir par un seul parti) ?

Voilà, mesdames et messieurs le résumé du travail, comme aucune œuvre humaine n'étant parfait, je compte sur vos remarques remarquables, vos allégations alléchantes pour compléter le travail. En attendant, je vous remercie de votre aimable et agréable attention et bonne fêtes de 14 juillet 1789, qui symbolise la prise de la Bastille, en France.

Je dis Oui à :

« Une jeunesse consciente pour une démocratie participative et pour un Sénégal meilleur »

Par Jean Marc Tama Bindia